



**Par Pietro Francesco De Lotto,**

Président de la Commission consultative des mutations industrielles du Comité économique et social européen

# APPEL À UN BLUE DEAL EUROPÉEN

## ASSURER LA RÉSILIENCE HYDRIQUE FUTURE DE L'EUROPE

L'Europe ressent de plus en plus les effets de la rareté de l'eau et de la crise mondiale de l'eau. Les pays et les régions font face à des sécheresses, à une mauvaise qualité de l'eau ou à un manque d'accès à une eau potable saine. L'eau n'est pas utilisée de façon suffisamment rationnelle dans de nombreux secteurs de notre société, notamment au niveau des infrastructures d'approvisionnement en eau, des processus de production et de la consommation. Dans l'ensemble, nous ne sommes pas sur la bonne voie pour réaliser les Objectifs de développement durable liés à l'eau.

Le Comité économique et social européen (CESE), un organe consultatif de l'UE représentant la société civile organisée, est fermement convaincu de la **nécessité de changer d'échelle dans les politiques européennes de l'eau** : l'approche actuelle s'avère fragmentée et n'est pas à la hauteur des défis posés à notre société. Il existe un cadre réglementaire européen, mais un grand nombre de ses objectifs n'ont pas été atteints, en grande partie à cause d'un manque de financement, de la lenteur de la mise en œuvre et d'une intégration insuffisante de l'eau dans les politiques sectorielles ; et la dimension de l'eau n'est pas suffisamment prise en compte dans les prises de décisions publiques et privées. L'eau n'est pas traitée comme une question transversale, mais son rôle crucial dans toutes les activités humaines en fait une ressource vitale à préserver.

Sans action de notre part, les défis liés à l'eau auront des effets sur des parties toujours plus importantes de notre société, avec des répercussions sur la stabilité économique, sociale et politique, y compris ici en Europe, si la rareté de l'eau menace les moyens de subsistance des populations, comme l'agriculture, et si les populations se voient contraintes de migrer pour avoir accès à l'eau.

Nous avons besoin de mesures à l'échelle de l'UE pour garantir une eau propre aux populations et à nos écosystèmes, et pour assurer une vraie transition vers une utilisation durable de l'eau.

Le CESE a présenté son appel en faveur d'un Pacte bleu européen, une stratégie globale sur l'eau pour l'Europe, en octobre 2023. Il traite des aspects sociaux, économiques, environnementaux et géopolitiques de l'eau, des défis liés à l'eau dans l'agriculture, l'industrie et les infrastructures ainsi que de la consommation durable. La Déclaration en vue d'un Pacte bleu pour l'Europe met en avant 15 principes et 21 actions concrètes à adopter d'urgence. **Nous appelons la Commission européenne à faire de l'eau une priorité stratégique à part entière pour l'Europe.**

Depuis le début, nous proposons le Pacte bleu comme une politique indépendante, mais complémentaire du Pacte vert. Pourquoi un tel positionnement ?

Jusqu'à présent, l'eau était un élément du Pacte vert, dont le principal objectif est de rendre l'Europe neutre en carbone d'ici 2050. Bien qu'aucune politique de l'UE ne puisse améliorer de façon nette l'empreinte carbone de notre continent, des subventions continuent d'être versées pour des projets consommant de très grandes quantités d'eau dans des régions confrontées à un stress hydrique extrême, et les citoyens ont peu conscience de l'impact de leur consommation sur la quantité d'eau disponible dans leur région et dans le monde. Si rien n'est fait, la production alimentaire pourrait être menacée par la pénurie d'eau, ce que nous ne pouvons accepter.

Ceci prouve que la question de l'eau ne peut rester un simple élément du Pacte vert et qu'elle doit être traitée comme une politique à part entière : **la résilience dans le domaine de l'eau et la décarbonation doivent être traitées avec la même détermination, et l'UE a donc besoin de deux politiques complémentaires et égales.**

Il est important de souligner la différence de nature de ces deux politiques. La décarbonation vise à lutter contre le changement climatique. Le Pacte bleu contribuera également à l'atteinte de cet objectif, car l'eau est une dimension de la politique climatique, mais **l'eau ne peut être réduite à une question purement environnementale**. Le Pacte bleu et le Pacte vert se recoupent, mais couvrent des champs d'action différents.

Par exemple, comme le reconnaissent les Nations Unies, l'accès à l'eau est un droit humain. Toutefois, en Europe, près de 10 millions de personnes n'ont pas accès à une eau potable saine et, d'une manière générale, la quantité d'eau potable disponible ne suffit pas à répondre aux besoins. Nous devons investir dans nos infrastructures d'eau, sachant que certains pays de l'UE perdent jusqu'à 50% de leur eau à cause de fuites. Cela justifie également l'adoption de politiques sociales spécifiques pour que les populations les plus vulnérables ne soient pas privées de leur accès à une eau propre et à des systèmes sanitaires. Il est urgent de traiter ces questions, en plus des considérations purement environnementales. C'est pourquoi le CESE est convaincu que le paradigme doit changer : **si le Pacte bleu devient l'une des priorités du prochain mandat de la Commission, toutes les politiques de l'UE devront être révisées en conséquence pour intégrer la dimension de l'eau.**

Enfin, il doit être souligné que le **Pacte bleu repose sur une philosophie et sur des modes d'action différents de ceux du Pacte vert**. Si nous prenons l'exemple des industries, nous ne recommandons pas aux entreprises de réduire leur consommation d'eau de X% pour avoir «zéro impact sur l'eau» d'ici 2050. Certaines industries pourraient y parvenir bien plus rapidement, à condition que les technologies nécessaires existent, alors que d'autres secteurs (comme l'industrie du textile ou l'industrie nucléaire) auront besoin de beaucoup plus de temps.

**Si nous ne voulons pas contraindre ces secteurs à délocaliser à cause de normes trop strictes, il est important que nous adoptions une approche par secteur et sur mesure de sorte à définir des trajectoires de transition pour chaque industrie.** Les entreprises qui consomment le plus d'eau ont besoin d'être accompagnées dans leur transition. Ainsi, alors que dans le Pacte vert européen les secteurs industriels «bruns» ont parfois eu des difficultés à obtenir une aide financière pour se décarboner, dans le contexte du Pacte bleu européen, nous estimons qu'il **est nécessaire d'aider les industries qui consomment le plus d'eau à adopter progressivement des technologies qui leur permettront de devenir plus économes en eau et plus compétitives.**

Comme nous le proposons dans la Déclaration en vue d'un Pacte bleu pour l'Europe, cela pourrait être fait à travers la révision des trajectoires de transition industrielles dans les deux prochaines années, en tenant compte des liens entre l'eau, l'énergie et les matières premières critiques, et tout en apportant un soutien financier et en encourageant la recherche de technologies pour garantir la réussite de ces changements industriels. Cette approche contribuera à préserver les emplois et à créer de nouvelles opportunités de carrière pour les travailleurs, en particulier dans le domaine des technologies propres. **Comme tout changement industriel, le Pacte bleu ne sera un succès que s'il a les moyens de ses ambitions, à la fois sur le plan financier et sur le plan des ressources humaines.**

**Si nous unissons nos forces maintenant et faisons de l'eau une priorité européenne pour les années à venir, nous pourrions encore agir. Ne rien faire aujourd'hui nous coûterait plus cher ultérieurement.**

**Les élections européennes auront lieu dans quelques mois. Les Européens voteront et soutiendront la démocratie seulement s'ils estiment que les institutions européennes apportent des solutions aux problèmes qui leur tiennent à cœur. Et l'eau est un sujet très concret qui nous parle à toutes et tous.** Comment les décideurs européens aborderont-ils la question de l'eau et les défis à venir? Le moment est effectivement venu de poser ces questions.

Nous avons impliqué des parties prenantes issues du secteur de l'eau, des industries et de la société civile, ainsi que des organisations internationales dans la préparation du Pacte bleu européen. Et nous avons constaté un intérêt sans précédent pour cette initiative. Les parties prenantes viennent à nous en proposant des actions communes sur ce sujet; elles voient le Pacte bleu comme un concept important qui peut soutenir leur engagement en faveur de l'eau. **Il semble y avoir un espoir croissant que le Pacte bleu sera un tournant pour parvenir à une résilience hydrique à long terme en Europe.**

Depuis le début, nous travaillons également en étroite collaboration avec le Parlement européen, dont beaucoup de députés partagent notre vision quant à la nécessité d'aborder la question de l'eau sous un angle plus stratégique afin d'assurer la sécurité hydrique de demain. Nous espérons que le nouveau Parlement tiendra cet engagement. Tout dépend de notre choix futur, en tant que citoyens européens.

Bien que notre appel ait été bien accueilli, le récent report de l'Initiative sur la résilience de l'eau par la Commission européenne envoie un signal préoccupant et prouve que nous devons continuer à faire pression pour arriver à ce changement d'échelle. Aux côtés du Parlement et du Comité européen des régions, nous avons appelé la Commission à publier l'initiative sans tarder, et nous avons hâte de contribuer au débat public sur la résilience hydrique future de l'UE.

Nous sommes déterminés et optimistes: un grand nombre d'États membres commencent à prendre conscience de l'importance de la crise de l'eau, même s'ils peuvent être affectés à des degrés divers. Beaucoup d'entre eux ont adopté récemment des stratégies nationales sur l'eau, ce qui est un signe encourageant. Nous continuerons de travailler de façon étroite avec eux afin de favoriser une approche coordonnée à l'échelle de l'UE, car aucun pays ne peut relever seul ces défis.

Nous resterons également engagés auprès de la société civile organisée, en appelant à une stratégie sur l'eau plus ambitieuse et complète pour l'Europe. L'Europe doit avoir, et mérite, un Pacte bleu ambitieux.